

COMTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2015

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la Commune de HAUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la présidence de Madame AUBIN Nathalie, Maire.

PRESENTS (13) : MM. P. PETIT, BILLOT, DULEAU, PION, LANDA, GODFROY, DUTHIL, RAMBAUD,
Mmes AUBIN, FOSSAT, I. PETIT, VIGNAUD, BOUYOU,

ABSENTS (2) : M. BOUYSSOU, Mme ZEKRYTY,

POUVOIRS (2) : M. BOUYSSOU (Pouvoir M. PION), Mme ZEKRYTY (Pouvoir M. BILLOT)

SECRETAIRE DE SEANCE : Laure BOUYOU est désignée secrétaire de séance.

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUILLET 2015

- Achèvement de la procédure de révision du PLU déjà engagée par la commune de Haux par la communauté des communes du Créonnais
- FDAEC 2015
- Subventions aux associations Hauxoises
- Tarif achat d'eau et convention
- Délibération décision modificative m49 n° 2 travaux de branchements
- Désignation du correspondant tempête.
- Adhésion à la cellule prévention du centre de gestion
- Compte rendu des décisions du maire
- Divers : CPS, interventions des adjoints et élus: (Patrick Petit : projet bas du bourg, décisions d'urbanisme ; Michel Duleau : chantier Concordia ; Romain Billot : accessibilité des bâtiments ; Isabelle Petit : commission culture et communication, scènes d'été ; Nadia Zekryty, présidente du SRPI ; Huguette Fossat : plan canicule, journée CNAS, chantier Concordia, associations, associations intercommunales, Jean-Paul Landa : désignation des conseillers communautaires

Monsieur Pion Souhaite que soit ajouté son commentaire concernant la délibération sur le PLU 42/07/15 à savoir qu'il n'avait pas compris que la commune ne pouvait pas continuer son PLU elle-même et qu'on demandait à la CCC de poursuivre l'achèvement de la révision. Si au moment du vote il avait compris, il n'aurait pas voté pour. Il regrette que la commune ne puisse pas continuer son PLU

2) COMPTE RENDU DE DECISIONS DU MAIRE.

Mme La Maire donne lecture des décisions prises depuis le 23 juillet 2015.

| Date | N° de l'arrêté | Objet |
|-------------------|----------------|--|
| 21 aout 2015 | 32-2015 | Réglementation de la circulation travaux charpente (à Courcouyac) sur VC 11 |
| 28 août 2015 | 33-2015 | Délégation de signature RICAUD Sophie Etat Civil |
| 28 août 2015 | 34-2015 | Contrat Ricaud Catherine 1/09 au 31/12/2015 |
| 28 août 2015 | 35-2015 | Délégation de signature Martine BOYE Etat civil |
| 29 août 2015 | 36-2015 | Réglementation de la Gestion des déchets et dépôts d'ordures sauvages |
| 15 septembre 2015 | 37-2015 | Réglementation de la circulation VC1 et CR21 Concert du Josem du 20.09.15 |
| 22 septembre 2015 | 38-2015 | Réglementation place des écoles et terre-plein goudronné en raison du vide grenier le 24/09/2015 |
| 30 septembre 2015 | 39-2015 | Réglementation de la circulation au « Grand Chemin » raccordement collectif ERDF chez Mr Joly |

3) DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE BONNETAN. – Délibération 48/09/15.

Lorsque les textes en vigueur lui en confient la responsabilité, le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs (EPCI, associations ...). La durée des fonctions des personnes désignées est en principe liée à la durée du mandat des conseillers municipaux ; toutefois, le conseil municipal peut, à tout moment, revenir sur ces nominations et modifier sa représentation au sein de ces organismes, le nouveau représentant n'étant cependant nommé que pour le reste de la durée du mandat ou des fonctions pour lesquels le premier représentant l'avait été désigné.

Madame la Maire rappelle l'importance de la désignation des délégués qui représentent la commune et doivent informer le Conseil des réunions auxquelles ils ont été conviés (en effet, les convocations leur sont directement adressées à leur domicile).

Madame Le Maire informe les membres du conseil municipal d'un courrier de Monsieur Duleau, délégué titulaire au SIAEPANC de Bonnetan l'informant qu'il ne souhaite plus représenter la commune à ce syndicat.

Il est donc nécessaire de procéder à son remplacement.

Madame La Maire propose donc de procéder à l'élection.

. Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau potable et Assainissement non collectif de Bonnetan - (SIAEPANC) :

Un délégué titulaire à élire

Mme Huguette Fossat présente sa candidature en qualité de titulaire, Monsieur Romain BILLOT désire rester suppléant le vote porte sur la désignation du délégué titulaire.

14 votants (Mme Fossat ne prend pas part au vote)

A l'issue des votes est élue :

Titulaire :

- Mme Huguette Fossat avec 14 voix

Les représentants au SIAEPANC de Bonnetan sont donc Mme Huguette Fossat en qualité de titulaire, Monsieur Billot Romain en qualité de suppléant.

4) SINALETIQUE DES ENTREPRISES ET SOCIETES DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE COMMANDE SINALETIQUE DE L'ENTRE DEUX MERS : autorisation donnée à Mme le maire pour la mise en place et la signature d'une convention en matière d'avance et de refacturation avec les prestataires privées des équipements de signalétiques. – Délibération 49/09/15.

Mme, la Maire rappelle les points suivants :

-La Communauté de Communes du Créonnais et ses communes membres font partie du groupement de commande de signalétique de l'Entre-deux-Mers depuis 2007,

-Les communes ont reçu à plusieurs reprises leur catalogue-projet qui recense leurs besoins dans le cadre du projet,

-Le conseil communautaire a validé la répartition relative aux équipements signalétiques selon la façon suivante :

-Les Relais d'Information Service – RIS : financement communautaire

-La Signalisation d'Information Locale –SIL: financements communal et privé (et intercommunal pour les services publics intercommunaux notamment)

-La Signalisation d'Information Locale (routes thématiques) : financement intercommunal

-Les lieux - dit : financement communal

- La commune de Haux a commandé dans le cadre de ce projet des ensembles directionnels (Signalisation d'Information Locale) pour valoriser ses services publics communaux ainsi que des prestataires privés qui ont une activité intégrant les conditions de la charte signalétique,
- Dans l'organisation établie dans ce projet, les communes de la Communauté de Communes mandatent les dépenses relatives à l'achat des équipements directionnels pour les prestataires privés concernés (une refacturation ultérieure de ces dépenses par la commune aux prestataires privés est effectuée),
- Ainsi, Mme la Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à conclure les conventions correspondantes avec les représentants des entreprises et ou sociétés suivantes :

| Entreprise ou société | Nombre et type de panneaux | | | Montant maximum HT à refacturer |
|-------------------------|----------------------------|--------|---------|---|
| | Bimat | Lattes | lattes. | |
| Château Lamothe | 1*351,50 | 6*118 | | 1059,5 |
| Château Clos Chaumont | 1*351,50 | 3*118 | 2*132 | 969,5 |
| Château Anniche | 0 | 5*118 | | 590 |
| Château de Haux | 1*351,50 | 118 | | 469,5 |
| Château Coureau | 0 | 5*118 | | 590 |
| Château du Grava | 0 | 3*118 | 1*132 | 486 |
| Etablissement Ballarin | 0 | 3*118 | | 354 |
| Château Peneau | 0 | 3*118 | | 354 |
| Auberge haux | 0 | 2* | | Pris en charge par la commune de Haux |
| Miel Artisanal Y TANGUY | 0 | 1*118 | | 118 |
| Arbor et sens | 0 | 1*118 | | Convention avec mairie de St Genes de Lombaud |

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme La Maire

Délibère à l'unanimité et

- autorise Mme La Maire à signer toutes les conventions d'avance et de refacturation pour la participation au projet d'équipement de signalétique correspondantes avec les représentants des sociétés cités précédemment selon le modèle de convention annexée à la présente délibération..
- charge Mme La Maire des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier et de signer tous documents nécessaires.

5) CONTRIBUTION FINANCIERE AU RACCORDEMENT ELECTRIQUE DANS LE CADRE D'UN PROJET D'URBANISME : autorisation de mise en place et signature d'un accord avec un particulier pour la prise en charge par ce dernier des frais de raccordements lies à son projet - Délibération 50/09/15.

Mme, la Maire informe les membres du conseil municipal d'une demande de permis de construire déposé par Monsieur BRAGATTO Jordan PC 03320115X0009 située au lieu-dit Le Giron pour la rénovation et la réhabilitation d'un chai en maison d'habitation.

Ce projet nécessite l'extension du réseau de distribution publique d'électricité sur 135 mètres dont 100 mètres qui devraient être pris en charge par la commune estimés par le SDEEG à 9068 € en technique souterraine électrique.

Renseignements pris auprès du service instructeur, de l'association AMG, et du SDEEG,

« Le financement d'une extension du réseau électrique est soumis à interprétation du fait d'une réglementation imprécise. La mise en œuvre des notions du droit de l'urbanisme soulèvent des difficultés récurrentes.

Il faut comprendre ces règles par le volet de l'équipement en lui-même, c'est à dire, se poser la question s'il s'agit d'un équipement propre ou d'un équipement public. Pour synthétiser, s'il s'agit d'un équipement public, c'est à la commune de financer l'extension (sous conditions) et s'il s'agit d'un équipement propre, il revient au pétitionnaire de financer cela.

Un équipement propre se définit par :

- sa nature: il doit avoir un caractère privatif c'est à dire rendu nécessaire par l'opération et avoir un intérêt direct pour celle-ci
 - sa destination ou son usage: il doit profiter exclusivement aux constructeurs ou usagers des constructions ou de l'opération d'aménagement.
- (Conseil d'Etat; 24 avril 2012, SARL Angles Habitat) »

Cette extension doit être considérée comme un équipement propre (aujourd'hui et dans les années à venir au vu du PLU), l'extension de réseau profitera seulement à cette construction (changement de destination d'un bâti agricole en habitation).

De ce fait, même si l'extension de réseau est supérieure à 100 mètres (art. L.332-15 du code de l'urbanisme), il est cohérent de faire payer le pétitionnaire du fait que l'extension ne desservira uniquement que son habitation.

Madame Le Maire précise que le Sdeeg a pris connaissance de cette argumentation et accepte de faire supporter le coût des travaux à condition qu'une convention entre la commune et le pétitionnaire soit cosignée et ce avant l'obtention du permis.

« Comme vous le souhaitez, le SDEEG est disposé à faire supporter à M. BRAGATTO le coût de l'ensemble des travaux nécessaires au raccordement électrique de son projet.

Néanmoins, ce principe ne sera mis en place par le SDEEG qu'à la condition que monsieur le Maire et monsieur BRAGATTO cosignent des documents ci-joints (convention et plan APS). »

Ce projet d'extension ne bénéficiant qu'à un seul abonné (alimentation de la future habitation), cette dépense n'a pas lieu d'être prise en charge par la commune, Madame La Maire

- demande l'accord des membres du conseil pour que cet équipement soit considéré comme un équipement propre par conséquent que les frais soient pris en charge par le pétitionnaire
- présente le projet de convention et sollicite leur autorisation pour signer cette convention qui sera annexée à la présente délibération.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme La Maire

Délibère à la majorité :

13 voix pour,

0 voix contre

et 2 abstentions (Monsieur BILLOT et son pouvoir Mme ZEKRYTY)

- considère que la dépense doit être prise en charge par monsieur BRAGATTO, l'extension étant considérée comme un équipement propre,

- autorise Mme La Maire à signer le projet de convention annexé à la présente délibération.

-charge Mme La Maire des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier et de signer tous documents nécessaires.

6) DEMANDE D'UN ADMINISTRE D'ANNULATION PARTIELLE DES DETTES A LA COMMUNE. Délibération 51/09/15.

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal d'une demande de remise gracieuse des dettes de loyer et de facture d'eau émanant de Monsieur RIDEAU Michael, ex gérant du bar le Bord'Haux.

Madame La Maire précise qu'elle a rencontré le demandeur le 3 septembre en présence de Monsieur DUTHIL et qu'il a pu exposer ses motivations.

Monsieur RIDEAU a fait l'objet de poursuites contentieuses par le Trésor Public chargé du recouvrement des dettes pour la commune, les poursuites ne concernent que le budget M49.

Seule la commune est compétente pour accepter une annulation de ses dettes en accordant un dégrèvement partiel ou total.

Le montant total de ses dettes est de 5 704,24€ et se décompose ainsi :

- Loyers (budget M14) 4200 € (7X 600€ 1 mois sur 2013 et 6 mois sur 2014)
- Eau assainissement (budget M49) : 1 504,24€ (solde 2013 : 956,44€, solde 2014 : 547,80€)

Madame Le Maire demande aux membres du conseil municipal s'ils sont favorables à une remise totale ou partielle sur ces dettes de loyer

Après discussion des membres du conseil municipal, il est proposé de faire une remise sur 1 loyer soit 600€.

Les membres du Conseil municipal acceptent à 9 voix pour 6 voix contre (Messieurs Godfroy, Rambaud, Duleau, Mesdames Aubin, Fossat et Vignaud) de faire une remise de 600€ correspondant à un mois de loyer.

7) ENGAGEMENT DANS L'ELABORATION DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE DE LA COMMUNE. Délibération 52/09/15.

1. Préambule explicatif

Madame La Maire rappelle le cadre réglementaire

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, modifiée par la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 ;

Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), des catégories 1 à 5, soient accessibles à tous les usagers et ce quel que soit le type de handicap, avant le 1er janvier 2015.

A ce jour, la majorité des propriétaires et des exploitants sont en retard et ne pourront respecter cette échéance. Tel est le constat dressé par la sénatrice Claire-Lise CAMPION dans son rapport sur l'accessibilité Réussir 2015.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a souhaité accorder un délai supplémentaire de mise en accessibilité en contrepartie d'un engagement formalisé dans un Agenda d'Accessibilité Programmée, également nommé ADAP, calendrier budgétaire des travaux de mise en accessibilité restants.

La Commune de Haux est attachée à l'accessibilité pour tous. Ainsi, le travail réalisé par la Commission pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées - CAPH constitue la feuille de route, en identifiant des objectifs précis pour les années à venir, et ce, dans différents champs des politiques publiques : accessibilité des établissements recevant du public, des espaces publics, sport, éducation, emploi, sensibilisations interne et externe au handicap.

Prenant en compte les évolutions réglementaires récentes, la commune s'engage dans un Agenda d'Accessibilité programmée ou ADAP, pour son patrimoine d'Etablissements Recevant du Public et d'Installations ouvertes au Public restant à mettre en accessibilité.

L'ADAP de la commune devra alors être déposé auprès du Préfet du département de la Gironde avant le 27 septembre 2015.

Afin d'organiser et de planifier les travaux de mise en accessibilité restants, l'ADAP de la commune sera construit en lien étroit avec les acteurs locaux et notamment les membres de la Commission communale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées (CAPH).

Deux dossiers de demandes de dérogation vont être sollicités. Ils concernent la création de toilettes handicapés dans la salle communale et dans le bar. En effet, les travaux de mise en conformité des toilettes existantes non adaptées au handicap demandent du temps pour l'étude de solution, la sollicitation de devis, la recherche de financement et enfin l'exécution des travaux.

2- Proposition de Mme la Maire

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'engagement de la commune dans l'élaboration d'un Agenda d'Accessibilité Programmée.
- d'approuver les demandes de dérogations qui vont être déposés concernant les toilettes du bar et de la salle communale.

3- délibération proprement dite

Vu le cadre réglementaire précité

Vu l'exposé de Mme la Présidente

Après avoir délibéré,

Le conseil municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés

APPROUVE l'engagement de la commune dans l'élaboration d'un Agenda d'Accessibilité Programmée et le dépôt de demandes de dérogation.

8) ENTRETIEN DU FOSSE BORDANT LA VC 6 ROUTE DE LA PETITE LANDE : autorisation de mise en place et signature d'une convention avec le propriétaire riverain pour l'entretien du fossé pour l'intérêt public. Délibération 53/09/15.

Madame, la Maire informe les membres du conseil municipal de la demande de Monsieur Petit Patrick, 1^{er} Adjoint en charge de la voirie concernant la mise en place d'une convention avec un particulier, Monsieur Pierre Bertrand pour l'entretien par la commune d'un fossé situé sur sa propriété.

Cette demande est motivée par le fait que ce fossé, bien que situé sur le domaine privé est la seule installation qui permette l'évacuation des eaux pluviales drainées depuis l'intersection de la VC2 route du Grand Chemin à Millé avec la VC6 dite route de la Petite Lande est par le fait d'intérêt public.

Jusqu'à aujourd'hui, l'entretien était assuré par le propriétaire.

Monsieur Patrick Petit précise que la VC6 a fortement été dégradée par le ruissellement des eaux de pluies au cours de ces derniers mois et qu'il a obtenu l'accord du propriétaire pour drainer les eaux dans son fossé à condition que la commune prenne en charges les travaux et l'entretien de cet ouvrage.

Le fossé se situant dans le domaine privé, Monsieur Petit propose de passer une convention avec le propriétaire.

Madame La Maire

- demande l'accord des membres du conseil pour que l'entretien du fossé soit pris en charge par la commune.
- présente le projet de convention et sollicite leur autorisation pour signer cette convention qui sera annexée à la présente délibération.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme La Maire

Délibère à l'unanimité : 15 voix pour

- ***considère que l'entretien du fossé bien que dans le domaine privé est à la charge de la commune par le fait qu'il participe à la solidité de la voirie,***
- ***autorise Mme La Maire à signer le projet de convention annexé à la présente délibération.***
- ***charge Mme La Maire des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier et de signer tous documents***

9) SUBVENTION A L'ASSOCIATION DES CLOCHARDS POILUS. Attribution d'une subvention et signature de la convention de partenariat. Délibération 54/09/15

Madame, la Maire informe les membres du conseil municipal qu'une demande de subvention accompagnée d'une convention de partenariat avait été adressée à la commune en février 2015 par l'association Le Refuge des Clochards Poilus située domaine des Barthes à Tabanac.

Cette association s'engage à accueillir les chiens errants que la commune pourrait être amenée à lui apporter (maximum 5 chiens par an).

En effet, en cas de divagation d'animaux, quand les administrés ou l'employé communal attrape un chien errant, si le propriétaire n'est pas connu, les animaux sont emmenés à la SPA de Mérignac et ou au refuge des clochards poilus de Tabanac, association qui sollicite une subvention d'un montant minimum de 350€ afin de couvrir certaines dépenses liées au fonctionnement de l'association (salaire des employés) et à accueil des animaux (nourriture, vaccination, soins ...).

Madame La Maire

- demande l'accord des membres du conseil pour attribuer une subvention à l'association.
- présente le projet de convention de partenariat et sollicite leur autorisation pour signer cette convention qui sera annexée à la présente délibération.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme La Maire

Délibère à l'unanimité : 15 voix pour

- ***accepte de verser une subvention de 350 € à l'association Le Refuge des Clochards Poilus et précise que les crédits sont inscrits au budget,***
- ***autorise Mme La Maire à signer le projet de convention de partenariat annexé à la présente délibération.***
- ***charge Mme La Maire des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier et de signer tous documents nécessaires.***

**10) APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CLECT. Délibération 55/09/15.
MME LA MAIRE PRECISE QUE LE VOTE PORTE SUR LES RAPPORTS DE JUIN ET
SEPTEMBRE JUSQU'A LA PAGE 9**

1 – préambule explicatif

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a pour mission :

- d'une part, de procéder à l'évaluation du montant de la totalité des charges financières transférées à l'EPCI et correspondant aux compétences dévolues à celui-ci ;
- d'autre part, de calculer les attributions de compensation versées par l'EPCI à chacune de ses communes membres.

La CLECT doit donc obligatoirement intervenir lors de tout transfert de charges qui peut résulter, soit d'une extension des compétences de l'EPCI, soit de la définition de l'intérêt communautaire de telle ou telle action.

Il revient à la CLECT, telle qu'elle est définie par la loi du 12 juillet 1999, de garantir l'équité de traitement et la transparence des méthodes d'évaluation des charges transférées. Elle propose donc une méthodologie d'évaluation et veille à son application effective à chaque transfert.

C'est ainsi que la CLECT s'est réunie le 8 septembre 2015, pour examiner les différents points contenus dans le rapport joint avec leurs incidences respectives sur l'attribution de compensation versée à la Commune (Le détail des évaluations figure dans le rapport approuvé par la CLECT, joint en annexe).

Auparavant La CLECT s'est réunie le 23 juin 2015 afin de procéder à l'élection de la Présidente et du Vice-Président de la Commission.

2- Proposition de Mme la Maire

Mme la Maire propose d'adopter les rapports de la CLECT en date 23 juin et 8 septembre du contenant l'évaluation des charges transférées, documents annexés à la présente délibération.

3- délibération proprement dite

Le conseil municipal de la commune de Haux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses parties législative et réglementaire, et notamment les articles L.5211-25-1, L. 5211-17, L. 5216-5 II et III, ainsi que L 2333-78 ;

Vu le Code Général des Impôts notamment son article 1609 nonies C ;

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 02/01/15 du 27 janvier 2015, relative à la mise en place et à la composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 03/01/15 du 27 janvier 2015, relative aux attributions de compensation provisoire 2015 ;

Vu le rapport définitif de la CLECT ci-annexé

· Considérant que, conformément à la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie le 23 juin 2015 et le 8 septembre 2015.

· Considérant que le rapport qui a pour objet de procéder à l'élection de la Présidente et du Vice-Président, a été adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T), le 23 juin 2015 ;

· Considérant que le rapport qui a pour objet de présenter une méthodologie d'évaluation des charges transférées à la Communauté de Communes et de définir les estimations des charges supportées par les communes membres, a été adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T), le 8 septembre 2015 ;

· Considérant que les conclusions de ce rapport doivent être entérinées par la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir les deux tiers au moins des conseillers municipaux représentant plus de la moitié de la population totale du périmètre communautaire ou la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population totale ;

Entendu le rapport de Madame La Maire,

Après en avoir délibéré, par

8 voix pour

0 voix contre

7 abstentions : Messieurs Duthil, Godfroy, Landa, Pion et pour son pouvoir M. BOUYSSOU, Rambaud, Mme Bouyou considèrent que certaines de ces charges étaient antérieures au passage en FPU (fiscalité professionnelle unique).

Le conseil municipal

Décide :

- **D'approuver** le rapport, établi par la CLECT le 23 juin 2015 et ci-annexé

- **D'approuver** le rapport d'évaluation des charges transférées, établi par la CLECT le 8 septembre 2015 et ci-annexé

- **D'autoriser** Mme La Maire à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

11) POINT SUR LES FINANCES.

Madame la Maire fait un point sur la situation financière de la commune à ce jour.

Le montant sur le compte de la trésorerie est au 24/09/15 de 319 605,95€ les 3 budgets confondus sans distinction (investissement ou fonctionnement).

Soit 294 597,26€ pour le budget M14, 21 736,64€ pour le budget M49 et 3 272,05€ pour le CCAS.

Il reste 27% de disponible en fonctionnement pour le dernier trimestre.

Monsieur Landa demande où en sont les dépenses d'investissement concernant la RD 239 et les berges du lagunage. Il souhaite savoir si des études ont été faites pour lancer ces investissements.

Monsieur Billot répond que ces points sont abordés en commission, il invite monsieur Landa à y participer.

Madame La Maire demande que ce point soit abordé lors des interventions des élus en fin de séance.

12) DIVERS :

- CPS : Madame La Maire précise qu'il n'y a pas eu de décision prise en juillet concernant le reversement de la CPS. La CCC souhaiterait conserver par régime dérogatoire 6% de cette compensation soit environ 20 000€ pour pouvoir boucler son budget bien que la Loi prévoit que les communes puissent récupérer les sommes en totalité. Pour que le régime dérogatoire soit appliqué, il faut qu'il soit accepté majoritairement en conseil communautaire et à l'unanimité par les communes. Monsieur Pion souhaiterait que le calcul se fasse au prorata du nombre d'habitants et non des attributions des communes (6% de 28 000€ est nettement inférieur à 6% de 240 000€). La commune de Haux reverse plus que d'autres communes à nombre d'habitant équivalent.

Monsieur Landa précise que lors du conseil communautaire de novembre 2014, la CPS devait être reversée aux communes dans son intégralité, le passage en fiscalité unique ne devait pas avoir d'incidence sur les compensations.

Madame La Maire précise que la CCC n'a pas cherché à tromper les communes, ce changement n'était pas connu de la CCC qui a eu du mal à avoir les informations des services de l'Etat.

Alexis Rambaud, Camille Vignaud, Isabelle Petit, Romain Billot et Patrick Petit pensent que le mode, la méthode de calcul devraient être revu.

- Réunion Forage : Madame La Maire informe les membres du Conseil municipal qu'une rencontre avec l'ARS, la DDTM, le Cabinet Marsac & Bernède, le Smegreg concernant le devenir du forage de Haux (Réhabilitation pour mélange à 13%, travaux pour traitement des paramètres physico-chimiques non conformes, condamnation du forage, travaux pour conserver un forage de secours) a eu lieu en mairie le 02 septembre. Le compte rendu de cette réunion a été adressé aux conseillers municipaux. Afin de nous décider dans la prise de décision, il a été convenu de solliciter l'aide du Smegreg officiellement, un courrier devra leur être adressé. Madame La Maire précise que les communautés des communes prendront très certainement la compétence eau assainissement d'ici 2020. Elle informe également que le SIAEPANC de Bonnetan souhaite passer en régie publique, si accord, la commune pourrait envisager d'adhérer au SIAEPANC et amener le forage en secours. Les enjeux sont à mesurer !

Monsieur Rambaud demande la raison de cette perte de compétence eau assainissement. Madame La Maire répond qu'elle résulte de la Loi Notre.

Monsieur Landa précise que le mélange à 13% n'est valable que pour le mélange avec le syndicat de Langoiran.

- Recours achat d'eau : Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que le jugement du TA est fixé au 19 octobre 2015.

- Personnel communal : Un bilan de compétence avec à l'issue certainement un reclassement ou une cessation d'activité suite à incapacité a été mis en place pour un agent des services techniques. Mme Boyé a demandé sa retraite pour un départ au 31 décembre 2015, cessation d'activité au 1^{er} janvier 2016.

- Panneaux municipaux : Madame La Maire rappelle que les comptes rendus des conseils municipaux ne seront plus affichés sur tous les panneaux mais seulement en mairie. Un procès-verbal sera affiché en mairie dès le lendemain du conseil municipal qui sera également mis sur le site. Le compte rendu validé du CM précédent sera affiché et mis sur le site le jour suivant la réunion du conseil municipal au cours duquel il aura été approuvé.

Les panneaux d'affichages seront mis à disposition pour les informations communales et associatives. Tout affichage devra être sollicité auprès de la mairie.

- Horaires de la mairie : Madame La Maire souhaite réduire le temps d'ouverture au public de la mairie actuellement ouverte 23 heures par semaine (st Genès 16 heures, Baron 17 h 30) pour assurer un accueil du public de qualité et améliorer les conditions de travail du personnel et des élus. Elle propose d'ouvrir 17 heures par semaines. Un sondage sera fait auprès de la population afin de déterminer les horaires les plus adaptés. L'ensemble du conseil approuve cette proposition.

-Quelques dates à retenir : Mardi 13 octobre Conseil communautaire à Haux (cantine scolaire)

Jeudi 15 octobre Rencontre avec Karine Séguier de l'Agence d'Appui au Développement Territorial (CD33) fera le point sur : sécurisation entrée Nord/rénovation logement Nord, autres aménagements...et financements possibles.

Samedi 17 octobre Formation des élus mairie de Haux intervenant : Mr Mouhoubi Directeur des finances de la ville de Gennevilliers. (matin éluEs HauxoisEs travail à partir de notre budget communal. 14 H 30 à 17H30 : ouvert à tout éluE sur inscription auprès du centre de formation : Les procédures de marchés publics.

Jeudi 29 octobre 19H30 : Conseil municipal.

Samedi 7 novembre 10H30 à 12H : Réunion publique sous forme d'atelier participatif "aménagement place des écoles".

Jeudi 26 novembre 19H30 : Conseil municipal.

Vendredi 11 décembre ou samedi 12 : repas éluEs + personnel.

Dimanche 6 et 13 décembre : élections régionales.

Dimanche 13 décembre : arbre de Noël.

Jeudi 17 décembre 19H30 : Conseil municipal.

Samedi 9 janvier 11H : Vœux et accueil des nouveaux habitants de 2015.

Jeudi 14 janvier 20H30 : Réflexion autour des projets pour notre

commune d'ici 2020.

- Interventions des Adjointes dans leurs domaines de compétences.

Patrick PETIT : Voirie : Les travaux concernant la réfection des routes devraient débuter courant octobre, pour environ 80 000€ les routes concernées sont la route de Gréteau, la route de la Petite lande, la route du Giron et la raquette de Chanteloup. Il précise qu'il est en attente de devis et qu'à partir du 1^{er} octobre, les dépenses inférieures à 25 000€ HT n'auront pas besoin de passer par un marché.

Le curage des fossés est également programmé courant octobre, prestation estimée à 20 000€.

Décisions d'urbanisme : Monsieur PETIT présente les dossiers d'urbanisme reçus depuis le 23/07/2015 :

A) Instruction en cours (vers Service Instructeur)

- DP 03320115X0022 – Projet de création d'une clôture au lieu-dit « Le Giron » section AI 33, dossier déposé le 22/09/2015
- DP 03320115X0023 – Projet d'enduit ton pierre (façon tyrolienne) sur les 4 façades d'une maison au lieu-dit « Le Giron » sections AI 138 et AI 36, dossier déposé le 22/09/2015
- PD 03320115X0001 – Demande de démolition une partie d'un muret en pierre (environ 4 m sur 10 m) au lieu-dit « Le Giron » section AI 319, dossier déposé le 22/09/2015

B) Instructions achevées retour Service Instructeur)

- DP 03320115X0013 – Accord tacite (pas de réponse dans les délais impartis) pour installation d'une pergola murale à « Les Tuileries » section AK 356 (dossier réceptionné le 23/06/2015)
- DP 03320115X0014 – Accord tacite (pas de réponse dans les délais impartis) pour création d'une clôture à « Les Tuileries » section AK 356 (dossier réceptionné le 23/06/2015)
- DP 03320115X0015 – Accord tacite (pas de réponse dans les délais impartis) pour création d'une petite ouverture aux « Faures » sections AH 38 et AH 341 (dossier réceptionné le 30/06/2015)
- DP 03320115X0016 - Procédure contradictoire du 02/09/2015 et arrêté d'opposition valant retrait le 17/09/2015 pour division de terrains « aux Faures » section AH 45
- DP 03320115X0017 – Accord tacite (pas de réponse dans les délais impartis) pour installation de 8 panneaux photovoltaïques - La Petite Lande - section AB 259 (dossier réceptionné le 28/07/2015)
- DP 03320115X00018 - Accord tacite (pas de réponse dans les délais impartis) pour changement des volets bois par des volets bois identiques à « Courcouyac » - section AI 156

(dossier réceptionné le 30/07/2015)

- DP 03320115X0019 – Arrêté d'opposition en date 01/09/2015 pour création d'un abri voiture « Bergueil » section AE 78
- DP 03320115X0020 – Arrêté de non opposition avec prescriptions ABF en date 29/08/2015 pour travaux de ravalement de façade extérieure « Le Bourg » section AK 353
- DP 03320115X0021 - Arrêté d'opposition du 7/09/2015 pour division de terrains « aux Faures » – section AH 45
- Modification de PC 03320114X00001 - Réalisation ultérieure de l'isolation par l'extérieur, zinguerie extérieure modifiée en aluminium de couleur blanche, volets en PVC roulants sur les fenêtres de la façade Nord et création façade Sud d'une terrasse non couverte à « La Petite Lande » Dossier réceptionné le 11/07/2015 et classé sans suite
- Transfert de nom PC03320114X00001 à « La Petite Lande » - Dossier réceptionné le 11/07/2015 et classé sans suite
- PC 03320115X0007 - Déplacement du siège social de l'élevage de chevaux avec construction d'une habitation et d'une poulinière 242 m² - La Chicodière – section AB 8
 - Accord par arrêté du 01/09/2015
- CUa 03320115X0016 – Terrain lieu-dit « La Gorce » - sections AI 87 – 88 – 89 – et 90 - Dossier réceptionné le 12/08/2015
 - Zone Np, inondable et proximité EBC par décision arrêté du 29/08/2015
- CUa 03320115X0017 – Terrain lieu-dit « Lagasse » - sections AD 363 – 366 – 370 – 371 – 373 et 375 - Dossier réceptionné le 14/09/2015
 - Zones Ne et A par décision arrêté du 15/09/2015

Renseignements d'urbanisme et divers (DIA – DAT – DICT)

- RU Demande générale de renseignements + alignement - - La Gorce – sections AI 87, 88, 89 et 90 - - Dossier réceptionné le 12/08/2015
- RU + DIA- Vente – lieu-dit « Lagasse » sections AD 363/366/370/371/373/375 - - Dossier réceptionné le 14/09/2015 : Droit de préemption non exercé
- DIA : - Vente – lieu-dit « La petite Lande » section AB 220 - Dossier réceptionné le 16/07/2015 : Droit de préemption non exercé
- PC 03320113X0008 - Déclaration d'ouverture de chantier – lieu-dit « Manos » Dossier réceptionné le 27/08/2015
- PC 03320115X0002 - Déclaration d'ouverture de chantier « Le Grand Chemin » Dossier réceptionné le 27/08/2015
- PC 03320111X0011 – Déclaration d'achèvement et de conformité de travaux lieu-dit « Les Faures » Dossier réceptionné le 7/09/2015
- PC 03320111X0011 – Déclaration d'achèvement et de conformité des travaux lieu-dit « Les Faures » - Dossier réceptionné le 07/09/2015
- 2 DICT : Plantation de 2 appuis bois 8 m et 7 m pour France Télécom à partir du 24/09/2015 / 3 jours à Gréteau - (Dossier réceptionné le 09/09/2015)
- DICT : Abattage d'arbres et dessouchage à partir du 25/09/2015 / 60 jours sur RD 20 par CRD Bx - Cub Entre 2 Mers (Dossier réceptionné le 09/09/2015).

Monsieur Roger Godfroy souhaite savoir si une demande de régularisation a été déposée concernant l'aménagement d'un sous-sol d'une habitation aux tuileries déclarée comme vide sanitaire dans le projet initial. Il souhaite que ce dossier soit suivi.

Romain Billot : Berges du lagunage : Plusieurs sociétés ont été contactées pour trouver des solutions au problème. Au prochain conseil municipal, il aura plus d'informations, il reste conscient que c'est urgent et n'a en aucun cas stoppé quoi que ce soit.

Bâtiments : Il n'est pas prévu d'investissement cette année, que ce soit pour le porche de l'église ou l'appartement. Il est en attente de réponses pour des possibilités de subventions.

Madame La Maire précise qu'une rencontre avec Mme SEGUIER de l'agence d'appui au développement territorial (ADT) du Conseil départemental, est prévue le 15 octobre, elle nous permettra de connaître les différentes subventions que la commune pourrait solliciter et faire le point sur les dossiers de la RD 239 et du quartier campagnard.
Les montants des subventions attribuées au titre de la DGF sont nettement inférieures à ce qu'il avait été prévu. Madame Bouyou et Monsieur Rambaud précisent que la Préfecture ne retient que le montant des travaux concernant la bande roulante de la RD 239 ce qui explique la baisse.

Isabelle Petit : Spectacle du Josem : ce fut un bel évènement 120 à 150 personnes, belle journée !
Programme culturel 2016 : en préparation
Haux Actus : le prochain numéro paraîtra en octobre 2015
Site de Haux : la rénovation du site continue, une rubrique "arrêtés" a été mise en place.

Huguette Fossat : Plan canicule : le plan canicule nous a permis de suivre une quinzaine de personnes ainsi que décidé lors de la dernière réunion du CCAS.

Politique associative de Haux : La municipalité de Haux, forte de l'émancipation de toutes et tous, soutient la vie associative par la mise à disposition de locaux municipaux, la prise en charge de frais indirects de fonctionnement (assurance des locaux, fluides, maintenance...) et éventuellement une aide au fonctionnement et/ou au projet.

Elle souhaite faciliter la vie associative grâce à une convention qui lie chaque association à la mairie. Elle permet de définir les engagements réciproques et responsables de chaque partie et réaffirme les valeurs auxquelles elles sont conjointement attachées.

Elle présente aux membres du conseil municipal une proposition de texte décrivant les grandes lignes de la politique associative qu'elle souhaite mener et qu'elle présentera aux associations pour avant approbation par le conseil municipal du document définitif.

Politique associative de la commune de Haux

L'activité associative doit avant tout répondre à l'intérêt collectif général défini par le conseil municipal. La commune est attachée à la laïcité, condition indispensable au bien vivre ensemble.

Les associations devront :

- permettre l'épanouissement individuel dans le cadre d'une pratique collective
- permettre à l'ensemble de la population de se connaître, se rassembler
- animer son lieu de vie afin d'en voir la richesse et la diversité en créant un climat d'appartenance à notre commune où il fait bon vivre dans un respect mutuel.
- favoriser le développement et l'épanouissement de chacun
- ouvrir les adhésions à toute personne le désirant de manière non restrictive
- avoir son siège social et exercer la majorité de ses activités sur la commune
- favoriser les rencontres intergénérationnelles et inter associatives en fonction de leurs objectifs

Le conseil municipal veillera à ce que chaque association :

- présente un mode de fonctionnement démocratique
- respecte des règles de nature à garantir la transparence financière
- respecte les locaux mis à disposition

Chaque association doit fournir à la mairie :









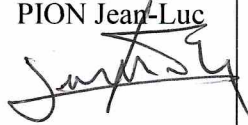
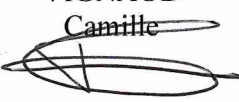


- une copie des statuts à jour (à transmettre à chaque modification)
- le récépissé de déclaration à la préfecture
- la copie de la publication au journal officiel
- une attestation d'assurance couvrant ses activités

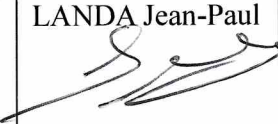
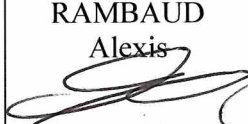








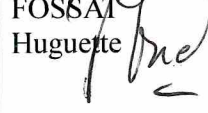

- le compte-rendu de l'assemblée générale annuelle faisant état du bilan moral (activités réalisées dans l'année écoulée) et financier (compte de résultat et bilan de l'année) ainsi qu'un budget prévisionnel.
- tout changement dans la composition du bureau de l'association, d'adresse postale ou d'adresse mail.

La municipalité aidera en priorité les associations qui développent leur activité sur la commune et en accord avec ces objectifs.

Les membres du conseil municipal sont d'accord avec cette proposition.

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 21 heures 30

| | | | | |
|--|--|---|--|---|
| DUTHIL Franck | LANDA Jean-Paul  | GODFROY Roger | RAMBAUD Alexis  | DULEAU Jean-Michel  |
| BILLOT Romain  | BOUYOU Laure  | BOUYSSOU Francis  | PETIT Patrick  | PETIT Isabelle  |
| PION Jean-Luc  | VIGNAUD Camille  | ZEKRYTY Nadia | FOSSAT Huguerite  | AUBIN Nathalie  |

| | | | | |
|--|--|---|---|---|
| DUTHIL Franck | LANDA Jean-Paul  | GODFROY Roger | RAMBAUD Alexis  | DULEAU Jean-Michel  |
| BILLOT Romain  | BOUYOU Laure  | BOUYSSOU Francis  | PETIT Patrick  | PETIT Isabelle  |
| PION Jean-Luc  | VIGNAUD Camille  | ZEKRYTY Nadia | FOSSAT Hugueite  | AUBIN Nathalie  |